



à bâbord !

#1:01/26



CP

SOMMAIRE



© Freepik



ÉDITO p. 3

DOSSIER p. 4

L'hôpital public, un bien commun
à préserver

TERRITOIRE p. 8

Ciarán, Darragh, ces tempêtes
qui pèsent sur les paysans
et les habitants

CULTURE p. 10

Musiques en lutte

HISTOIRE p. 12

Brest et les mutineries
de la Mer Noire

GÉOPOLITIQUE p. 14

L'espace mondial bouleversé :
La lutte internationale contre
l'extrême droite

PORTRAIT p. 16

Maël de Calan
le RSA, il connaît pas...

JEUX p. 18

à babord
est une publication de
La France Insoumise
de Brest

Direction de la publication
Julie Le Goic-Auffret
& Christophe Osswald

Rédactrice en chef
Julie Le Goic-Auffret

Maquette et mise en page
Vincent Grésil

Photo de couverture
Édouard Edy

Sauf mention contraire les
contenus sont
en CC-by-SA

Tirage
200 exemplaires

Chères Brestoises et chers Brestois

En ces temps de chaos institutionnel, et alors qu'une poignée de milliardaires étend sa mainmise sur la presse française, nous portons fortement l'idée que l'information et le débat jouent un rôle essentiel pour la vitalité de notre démocratie. Et parce que l'information se décline du global au local, nous avons décidé de publier une revue d'information insoumise brestoise, afin d'apporter des éclairages politiques de fond proposés par des militantes et militants, mais aussi par des personnes invitées, qui partagent ici leur point de vue et leurs connaissances sur divers sujets: territoire, histoire, culture, personnage politique local...

Article audio
disponible ici :



Ainsi, nous nous intéressons dans ce premier numéro aux effets durables et aux leçons à tirer deux ans après la tempête Ciaran. Nous abordons la question des enjeux géopolitiques du droit international face à l'extrême droite, et celle, essentielle pour Brest, de l'hôpital, notre bien commun à préserver, qui fait l'objet d'un dossier central. Nous dévoilons des aspects méconnus de l'histoire de notre ville et de la solidarité qui s'y est exprimée pour les mutins de la Mer Noire en 1919. Comme il n'est

l'information et le débat jouent un rôle essentiel pour la vitalité de notre démocratie

pas de lutte sans culture, nous vous partageons également une playlist inspirée pour de futures manifestations. Nous vous invitons au divertissement avec une page jeux imaginée par un militant facétieux, avant de nous plonger dans l'univers, forcément impitoyable, du Président du département, Maël de Calan, dont nous vous dressons un portrait sans concession.

Notre revue semestrielle se veut à la fois le reflet de notre diversité militante, des enjeux de notre société, et des questions politiques que nous portons: nous vous souhaitons une bonne lecture et nous vous invitons à guetter déjà la sortie du deuxième numéro!

La rédaction



© Édouard Edy

L'hôpital public, un bien commun



Article audio
disponible ici :



L'hôpital public est un composant essentiel des soins d'urgences et de la formation des soignants.

Concentrant l'ensemble des Samu, les 3/4 des services d'accueil d'urgence, l'hôpital public offre en psychiatrie la quasi-totalité des séjours ambulatoires et l'immense majorité des séjours non ambulatoires; en médecine, chirurgie, obstétrique, il offre une large majorité des séjours en hospitalisations complètes et des séjours en hospitalisations partielles.

Enfin, les écoles d'aides-soignants dépendent à 96 % de l'hôpital public et celles d'infirmiers à 82 %. 95 % des internes de spécialités effectuent leurs stages à l'hôpital public⁽¹⁾⁽²⁾.

Un mode de financement inadapté

Le mode de financement de l'hôpital public repose à 60 % sur la Tarification à l'Activité (T2A): dans le cadre de ce principe instauré entre 2004 et 2008, une durée d'hospitalisation dépourvue d'actes et plus longue est jugée pénalisante.

En effet, les lits en hospitalisation complète nécessitent du personnel à temps complet. Pour des raisons d'économie, les directions cherchent donc à transformer ces lits en lits d'hospitalisation partielle ou en lits dits « ambulatoires », et elles encouragent les sorties de patients le plus tôt possible.

Chronologie d'une crise de l'hôpital public

En 2009 la logique de l'« hôpital entreprise » est au cœur de la loi Hôpital Patients Santé

Territoires (HPST), qui a notamment transformé le rôle des Directeurs généraux, devenu « seuls patrons » des établissements publics, ne répondant qu'aux Agences Régionales de Santé (ARS) ou même, pour les CHU, directement au ministère de la Santé. En 2016 la loi Touraine a mis en place dans la même logique les Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT) sans préciser le contour de ces territoires. Enfin, en 2019 la loi Buzyn a créé le concept des « hôpitaux de proximité » recentrés sur la médecine générale, ou la gériatrie, tandis que les CHU et « centres hospitaliers de référence » sont chargés de pratiquer en priorité des soins hyperspecialisés.

Ainsi, déjà bien avant la crise sanitaire Covid 19, cette évolution de l'hôpital public avait conduit à un climat social très tendu

En 2019, une grève nationale des urgences avait duré plusieurs mois en raison de la surcharge générant des heures d'attente sur des brancards pour les patients, et des augmentations d'agressions et de burn-out pour les soignants. Un collectif interhôpitaux de défense de l'hôpital public (CIH), composé d'usagers, de paramédicaux, de médecins et de personnels administratifs s'était alors créé, soulevant le problème du manque de lits en hospitalisation complète.

En janvier 2020, estimant qu'il manquait 600 millions d'euros dans le plan urgence en faveur de l'hôpital public, plus de 1200 médecins avaient démissionné de leurs positions de chefs de service.

à préserver

En mars et mai 2020 durant la période aiguë de la crise sanitaire, le mouvement de grève des médecins et du CIH avait été interrompu; les médias et le gouvernement avaient encensé les personnels soignants investis au péril de leur santé, les Français les avaient applaudis, et les promesses étaient alors allées de bon train.

C'est la perte du sens au travail, le management violent et le manque de soignants qui sont les causes majeures du malaise hospitalier.

Le 13 juillet 2020, un accord dit « du Ségur de la Santé », avait été signé par des syndicats (exceptés la CGT et le syndicat APH médecins): une prime de 183 € net mensuel avait été concédée à la majorité du

45 500
lits fermés
entre 2013
et 2023

Par le Pr. Jean-Pierre BAIL
Ancien Chef de service de chirurgie viscérale et digestive, ancien responsable du 3^e cycle à la faculté de médecine du CHRU de Brest.

personnel non médical, un plan de redressement avait été fixé avec des promesses de réouverture de lits en hospitalisation complète.

Malgré la fin de la crise Covid 19 en 2022, les conditions de travail n'ont cessé de se détériorer

Pourtant, les fermetures de lits en hospitalisation complète continuent inexorablement: entre fin 2013 et fin 2024 il y a eu fermeture cumulée public et privé de 45 500 lits (-11 %).

En outre, c'est la perte du sens au travail, le management violent et le manque de soignants qui sont les causes majeures du malaise hospitalier⁽³⁾. La souffrance ↗

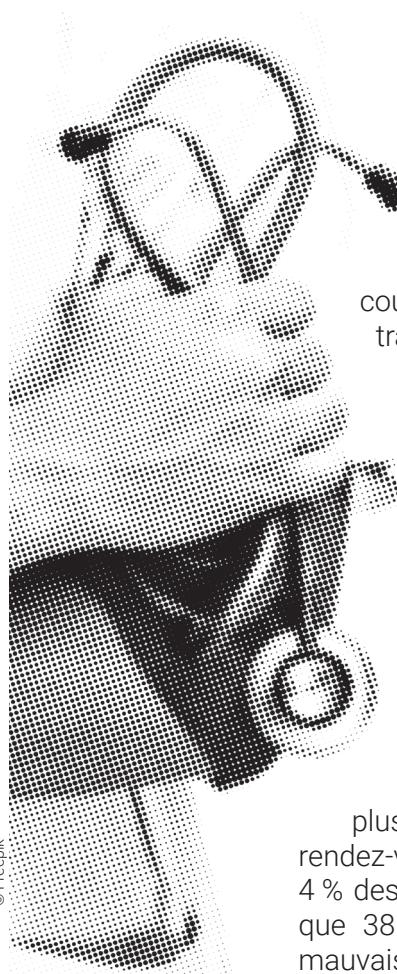


DOSSIER

au travail de médecins à l'hôpital n'est ainsi plus un tabou⁽⁴⁾. Encore en 2020, une enquête⁽⁵⁾ révélait que le harcèlement moral était la première cause de souffrance des personnels médicaux hospitaliers, ce que confirment en 2022 comme en 2023 les condamnations de directeurs, de responsables médicaux, pour harcèlement moral au travail⁽⁶⁾.

En 2023, il manquait encore selon la fédération hospitalière de France (FHF) environ 6 % du personnel infirmier. Le manque de médecins rend aussi problématique le fonctionnement de certains hôpitaux, ces derniers ne disposant parfois plus de médecins anesthésistes ou de médecins urgentistes attitrés.

La catastrophe sanitaire de l'hôpital public touche toutes les régions, les villes comme les campagnes et plus particulièrement les personnes les plus précaires
La presse régionale⁽⁷⁾ relaie les difficultés en région brestoise avec l'engorgement des hôpitaux dû à l'appel préalable par le centre 15 et la fermeture de certains services d'accueil de proximité. C'est le cas à l'hôpital de la Cavale Blanche du CHRU de Brest où les malades attendent des heures



sur un brancard dans un hangar aménagé, sans soins ni intimité⁽⁸⁾. De plus, sans maternités de proximité, des accouchements ont lieu pendant les trajets⁽⁹⁾.

Les installations libérales se concentrent toujours aux mêmes endroits⁽¹⁰⁾ : pour accéder au soin il faut se résigner à attendre ou à parcourir de longues distances. Certaines spécialités ne sont accessibles qu'au prix de dépassements d'honoraires importants. À ce sujet un sondage de l'UFC-Que Choisir a longuement été commenté au Sénat⁽¹¹⁾ : 45% des répondants les

plus modestes peinaient à trouver des rendez-vous médicaux, contre seulement 4 % des ménages les plus aisés, pendant que 38 % des personnes s'estimant en mauvaise santé renonçaient à des soins pour des raisons financières.

Face à cette catastrophe sanitaire faut-il se résigner ?

Le programme du Nouveau Front Populaire veut reconstruire le service public hospitalier: réouverture des services d'ur-

Quelques chiffres

La moitié des soignants de l'hôpital public ne recommanderait pas leur métier :

les infirmières sont les plus désabusées

69%



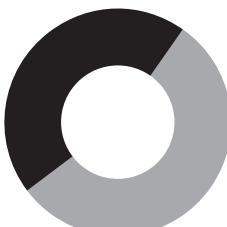
suivies des aides-soignantes

58%



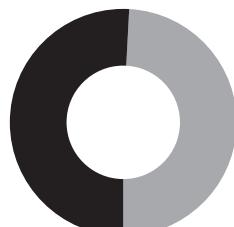
et des médecins hospitaliers

45%



plus de la moitié estime ne pas pouvoir bien réaliser leur travail

51%





gences, des maternités et des EHPAD publics assurant un service de santé public de proximité à moins de trente minutes de chaque Français; sortie de la Tarification à l'Activité; revalorisation des métiers et des revenus; augmentation des capacités d'accueil des hôpitaux.

En attendant le changement, il est nécessaire de mener le combat politique et de s'organiser. S'agissant de la fermeture des urgences et de la maternité sur le site de Carhaix, la mobilisation doit se poursuivre et il est nécessaire de se mobiliser en faveur des autres sites menacés (Landerneau, Lannion, Guingamp...).

C'est à l'aune des territoires de vie qu'il convient désormais d'examiner en détail la pertinence de chaque regroupement hospitalier: poursuivre le détournement des patients jugés « rentables » depuis les

petites structures vers des structures plus éloignées, tout en les laissant s'occuper des patients les plus fragiles sans moyens adaptés n'est pas acceptable et pose des problèmes éthiques. L'organisation de Centres de Santé associant des médecins et autres professionnels de santé salariés n'est concevable que s'il est possible de recourir au besoin à un hôpital de proximité de plein exercice.

Un « Collectif des Hôpitaux Bretons » associant usagers, professionnels de santé, administratifs, syndicalistes et personnalités politiques pourrait être imaginé. Ce n'est qu'en recréant à l'échelon de chaque territoire de vie des structures hospitalières publiques attractives, adaptées aux besoins et à la sécurité des patients que l'on peut espérer recruter de manière pérenne les médecins et les soignants nécessaires, qu'ils soient français ou étrangers ■

À consulter

Le programme de la France insoumise pour l'hôpital public
<https://programme.lafranceinsoumise.fr/livrets/sante/>

Et la santé des soignant·es, alors ?

Les internes en médecine ont un taux de suicide 3 fois supérieur à la moyenne de la population du même âge; en 2023 le lien avec leurs conditions de travail est confirmé: épurement, horaires à rallonge, pression hiérarchique, parfois harcèlement.

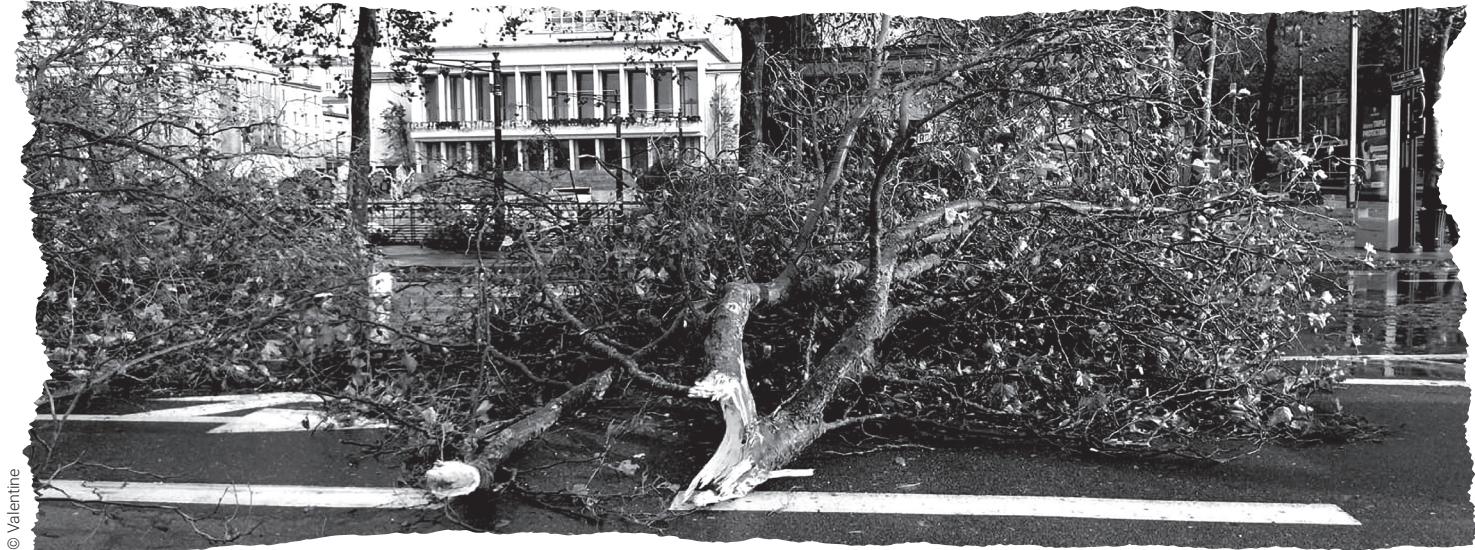
3 x

plus de suicides chez les internes que dans le reste de la population

Sources et compléments :

1. Drees-étude et résultat, n° 1353, 13 novembre 2025.
2. Le Monde, 17 mai 2024: « Hôpitaux privés et publics: des complémentarités et des frictions ».
3. Comité éthique FHF- 24 janvier 2023.
4. H, journal de l'ISNI, numéro 17 / été 2017 et suite en 2023.
5. Bilan 2020 de l'Observatoire de la Souffrance Au Travail d'APH (OSAT).
6. Mediapart, 15 novembre 2023 : « Harcèlement à l'hôpital public: toute une chaîne hiérarchique est condamnée ».
7. Ouest-France, 23 décembre 2023 : « Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Dinan... radiographie d'un hôpital public en mauvaise santé ».
8. Ouest-France, 13 août 2024 : « Au centre hospitalier de Brest, les heures d'attente aux urgences affichées sur un mur de la honte ».
9. Le Télégramme, 10 décembre 2023. « Maternité fermée à Guingamp: Margot naît dans la voiture avec le cordon autour du cou ».
10. Zonage Médecins, carte ARS Bretagne, 13 décembre 2023.
11. Action « UFC que choisir » du 17 mai 2024: « Dépassements d'honoraires - Stop à la médecine spécialisée à deux vitesses »

Ciarán, Darragh, ces tempêtes qui pèsent sur les



© Valentine

À la première nuit de novembre 2023, la tempête Ciarán frappait le Finistère. 1 000 arbres arrachés sur la ville de Brest, 3 000 sur la métropole, et bien plus qui ont perdu des branches maîtresses, laissant un tronc affaibli. En 2024, la première tempête de la saison a été Darragh; elle ne s'est produite que début décembre. Moins forte et surtout plus tardive, Darragh a été heureusement bien moins destructive.

1 000

arbres arrachés
à Brest en 2023

3 000

arbres arrachés
dans la métropole
en 2023

Deux ans après, les traces de Ciarán sont encore visibles

En ville, ce sont encore quelques souches déracinées et surtout des rangées d'arbres incomplètes. En campagne, nombre d'arbres sont restés longtemps couchés là où ils ne gênaient pas la circulation, et certains chemins ont attendu plus d'un an leur réouverture. Les bâtiments de béton ou de briques ont plutôt bien résisté. Sur les bâtiments agricoles, souvent plus légers et plus vieux, la tempête a été plus rude. Pour les serres en pleine terre, ça a été un massacre.

Que nous a appris Ciarán ?

D'abord qu'en période de crise ce sont les gens qui sont précieux. En ville, les agents des espaces verts étaient partout, pour sécuriser les lieux où les arbres étaient tombés ou dont les branches menaçaient.

Dans les zones rurales les communes comportent bien plus d'arbres, et bien moins d'agents. Le plus souvent, ce sont les paysans qui ont sorti les tracteurs et les tronçonneuses pour dégager les passages et libérer les routes.

Ciarán nous a montré que face à la tempête, comme face à bien d'autres crises, nous n'étions pas prêts à faire face collectivement. Elle a mis en lumière la logique générale de mise à l'abri devenue centrale dans notre culture. Cette logique est pertinente face à une petite crise: celles et ceux dont c'est le métier agissent, et tous les autres se tiennent en sécurité au plus loin de l'action. Mais lorsque la crise est plus grave, la doctrine se vide. Ainsi, rien n'est prévu, en ville, pour recevoir l'aide d'habitants de bonne volonté et ayant quelques compétences et matériels de bûcheronnage. En zone rurale,

Par Christophe

paysans et les habitants

on se retrouve à saluer et remercier les agriculteurs qui ont dégagé les routes. Mais on ne sait pas anticiper: ces paysans ne sont pas inclus dans un plan de crise communal; s'ils se blessent ou abîment leur matériel dans ces actions d'intérêt général, aucune compensation n'est garantie; s'ils ont, eux aussi, besoin d'aide, il n'y a guère de façons de leur en apporter.

Et demain?

Notre société doit évoluer vers une logique d'entraide et d'action collective. Il faut décloisonner les rôles et les métiers pour aller vers plus de polyvalence. Il faut assumer que lorsque les éléments mettent un territoire en danger, le contexte administratif – et contractuel – doit accompagner plutôt que bloquer celles et ceux qui veulent aider. Cela impliquera davantage de confiance envers les agents du service public comme envers les gens en général, davantage de liberté pour les uns comme pour les autres, et pour cela de limiter le carcan contractuel qui lie les institutions publiques à tant de partenaires privés – ou publics.

L'enjeu de l'adaptation

Ciarán, enfin, nous a donné un aperçu d'un avenir peu désirable. Celui des automnes anormalement doux, dans lesquels les pluies sont abondantes et les arbres gardent leurs feuilles longtemps. Des automnes anormalement doux, et les eaux de surface océaniques alimentent l'atmosphère avec une énergie plus importante. Ces automnes anormalement doux, ce sont aussi des vents plus forts, qui frappent des arbres aux racines mal accrochées et aux branches trop chargées. C'est le sens général du changement climatique. Un enjeu de l'adaptation sera de faire évoluer notre végétation urbaine et périurbaine pour que ces causes prévisibles aient des conséquences modérées.

L'hiver 2025 a été un répit. Mais d'autres tempêtes viendront: il nous appartient d'y faire face avec intelligence et solidarité.

Ciarán a montré que séparer paysans et citadins, ou agriculteurs et habitants, est une impasse

La aide qu'ont reçue les paysans a été minime, alors que les tunnels étaient arrachés et les arceaux tordus. Il faut, pour les

il nous appartient d'y faire face avec intelligence et solidarité

citadins, retrouver le chemin des champs. Y aider parfois, et mieux connaître celles et ceux dont c'est le métier. La ceinture maraîchère que nous voulions reconstituer en 2020 est un outil toujours pertinent pour ce rapprochement. Les réseaux de consommateurs et de sympathisants qu'animent certains agriculteurs autour de leur ferme le sont aussi. Les associations qui portent ce lien, enfin, doivent être accueillies et développées.

Ressources utiles et compléments :

Pour connaître son risque d'exposition aux risques naturels, il est recommandé de se reporter au site Géorisques : www.georisques.gouv.fr

Pour connaître le (très succinct) Document d'information communal sur les risques majeurs de Brest métropole (DICRIM) : brest.fr/sites/default/files/medias/brestfr/documents/gerer_mon_quotidien/prevention_securite/Dicrim_Brest-Metropole.pdf

Sur la participation citoyenne à la gestion des risques, voir cet article du CEREMA : www.cerema.fr/fr/actualites/dialogue-entre-experts-citoyens-matiere-gestion-risques-quoi

Note de la rédaction

En France, la prévention des risques naturels est gérée à plusieurs échelles, intégrant l'État, les collectivités territoriales, et parmi elles, en première ligne, les communes. Mais si la doctrine précise que « le premier acteur est le particulier, qui doit connaître son exposition au risque, respecter la réglementation et se préparer à son échelle à la survenue d'un événement », rien n'est en revanche prévu pour sa participation à la gestion de la crise une fois survenue, en dehors des procédures d'indemnisation nécessaires.



Article audio disponible ici :



Musiques en lutte

Par Gibo

Vous n'en pouvez plus du refrain « Motivés, motivés » en manif, chanson qui a accompagné toutes nos défaites depuis 2002 ? L'injonction « On lâche rien, on lâche rien » des HK vous donne de l'urticaire à force de répétition ? Le fait de pouvoir deviner la playlist du camion CGT une année à l'avance vous plombe le moral ? Eh bien nous aussi. C'est pourquoi on a décidé d'ouvrir un peu nos horizons, et de piocher dans le grand répertoire de la musique de lutte, et de vous proposer des morceaux revendicatifs, du Québec à la Sibérie, en passant par Belfast et la Pologne...



Article audio
disponible ici :



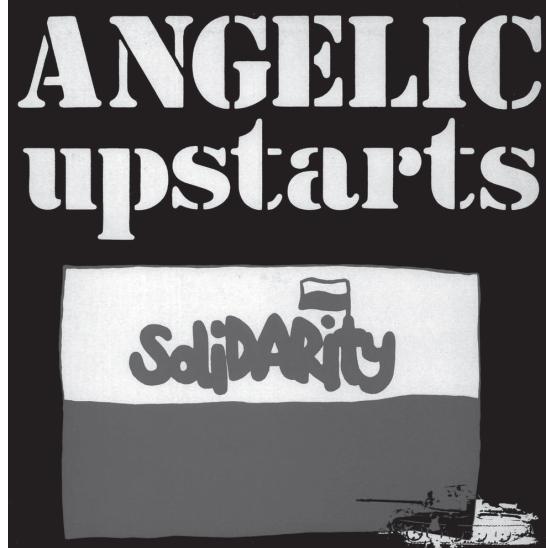
Un Hommage au prolétariat du Québec - « Je suis fils » - Corrigan Fest - 2007

Le groupe de punk celtique québécois nous propose en 2007 sur son album très engagé « La victoire en chantant » une chanson qui fera date : *Je suis fils*. Au contraire d'un chant patriotique, exultant le prétendu glorieux passé d'une nation, ce morceau nous présente le Québec comme la terre d'accueil de tous les rebuts du royaume de France. Un pays qui se construit sur des guerres et des génocides. Mais en parallèle le narrateur met en lumière le courage et les convictions libertaires du prolétariat, ballotté dans les événements et les époques. « Je n'aime pas le lys, je n'aime pas la croix / Une est pour les curés, et l'autre est pour les rois / Si j'aime mon pays, la terre qui m'a vu naître / Je ne veux pas de dieu, je ne veux pas de maître. »



(Autre version possible : celle du groupe Glasnost)

Lutte des classes - « Solidarity » - Angelic Upstarts - 1985



Angelic Upstarts est un groupe de punk Oï fondé en 1977 dans une ville industrielle sinistre du nord-est de l'Angleterre. Matûrés de traditions socialistes, ouvrières et contestataires, ils dénoncent dans leurs textes les violences policières, les attaques fascistes lors des concerts, et le capitalisme. La chanson *Solidarity* est une ode à la lutte ouvrière, et notamment des travailleurs polonais, qui dans le contexte de sortie de la chanson, sont en train de se mesurer avec le régime dictatorial communiste de Jaruzelski. Les grèves menées par le syndicat « Solidarnosc » (qui se compromettra plus tard avec la droite la plus dure, amenant à la protestation et la démission de son fondateur, Lech Walesa) sont l'inspiration principale de la chanson. Le refrain nous exhorte à garder espoir dans les temps troubles, et à chérir la solidarité de classe « comme une bougie qui brûle dans l'obscurité de la nuit ».

Belfast West Side - « Get your brits out » - Kneecap - 2019



Kneecap est un groupe de rap fondé par trois jeunes de Belfast West. Ils sont farouchement républicains (au sens irlandais), contre la domination britannique et pour la défense du gaélique (leurs textes sont d'ailleurs un mélange entre argot des quartiers ouest, gaélique et anglais). Ils prennent aussi régulièrement position contre le génocide en Palestine. La chanson Brit's out est un mélange d'anecdotes de vie et de soirées dans leur ville, et de dénonciation de la mainmise britannique sur l'Irlande du Nord. Le refrain est une scansion du slogan et de la revendication historique républicaine: « *Get's your brits out / Get's your brits out / We're on a mad one* ».

L'hymne du goulag - « Vaninsky port » (Ванинский порт) - Inconnu - 1947

Ce dernier morceau au sujet sinistre a certes peu de chance de se retrouver dans la playlist d'une manifestation. Mais sa terrible évocation de la lutte et du désespoir des zeks (prisonniers du goulag) lui donne une force mélancolique et fédératrice. *L'hymne du Goulag* nous raconte les impressions des prisonniers en apercevant du bateau le port de Vanino, porte d'entrée de la Kolyma, région regroupant des dizaines de goulags, et la tristement célèbre ville de Magadan. Cette chanson, écrite en 1946, d'un auteur qui n'a pas souhaité se faire connaître pour des raisons évidentes, est devenue une chanson traditionnelle, un classique de la culture russe. Et elle nous rappelle que le peuple russe n'a cessé de subir et de lutter contre la tyrannie, stalinienne ou poutinienne, hier ou aujourd'hui.

Parmi les dizaines de versions existantes, celle du groupe Vulgargrad ou celle du chanteur Mikhail Gulko vous permettront d'entrer dans l'histoire et la culture russe, et peut-être vous aussi apercevoir « *le port de Vanino / Et le cri des paquebots moroses / Tandis que nous marchions sur la passerelle / Vers les fonds de cale, froids et sombres. / La brume s'étendait sur la mer / Hurlaient les vagues / Sur la route de Magadan / Capitale de la région de la Kolyma.* »



D'autres idées...

- **All you fascists bound to lose** - Nina Hagen: Reprise country par la punk allemande Nina Hagen d'un classique de la chanson antifasciste américaine.
- **Cerises d'amour** - Hamon Martin Quintet: Sur un texte de Sylvain Giro, qui mélange différentes chansons de lutte ensemble.
- **J'aime mon Pays** - Sexy Sushi: Chanson ironique sur la bourgeoisie fascisante dans toute son hypocrisie.
- **La Rade** - Yann Tiersen: De la nécessité de ne pas se laisser abattre par l'adversité, et relever la tête pour lutter.

Brest et les mutineries de la Mer Noire

En 1919 le président du Conseil Georges Clemenceau, dit « Le Tigre », décide de prolonger les combats contre la Russie Bolchevique, alors en pleine guerre civile. Son anti-communisme forcené l'amène à engager des troupes françaises, déjà lessivées par 4 ans d'une guerre atroce, à lutter aux côtés des armées contre-révolutionnaires « blanches » pour faire capoter la révolution communiste.

Par Gibo



Article audio disponible ici :



Mais l'aventurisme de l'affaire, le contexte chaotique de sortie de guerre et le manque de motivation, voir l'hostilité des marins engagés, feront de l'opération française en Russie un lamentable échec. C'est dans ce tourbillon géopolitique, militaire et social que des marins brestois vont s'engager, et lutter pour leurs droits et le retour au pays. Et peut-être jusqu'à ramener les troubles à Brest.

dications que l'on retrouve sur les bateaux français en Mer Noire en avril 1919, où l'on retrouve de nombreux Bretons et Brestois. L'hiver a été très rude et les matelots ont beaucoup souffert du froid sur des bâtiments mal équipés... Alors que l'Armistice est signé depuis près de 6 mois, ils sont encore là, à croupir devant Sébastopol en Crimée, et attendre d'être démobilisé. Les permissions sont rares et la hiérarchie très dure. On leur intime l'ordre de continuer la guerre contre leurs frères russes, communistes et anarchistes (menés par le légendaire Makhno, qui se retrouvera à Brest quelques années plus tard, mais c'est une autre histoire...) dans une guerre illégale, non déclarée.

La mutinerie

Il y a eu une première alerte avec le complot de l'agitateur et militant communiste André Marty, qui souhaitait soulever ses camarades et livrer son bâtiment, le contre-torpilleur Protet, aux bolcheviques. Le plan est éventé et les meneurs sont arrêtés.

Mais la mutinerie s'étend tout de même, et trois jours plus tard, c'est au tour du France, puis du cuirassé Jean Bart que les troubles éclatent. Insubordination, bagarre avec les officiers, on chante l'Internationale, des drapeaux rouges sont hissés sur les mâts des bateaux. On vandalise, on libère les prisonniers disciplinaires en cellule. Les officiers s'arment, tentent d'endiguer la mutine contagion, mais cela ne



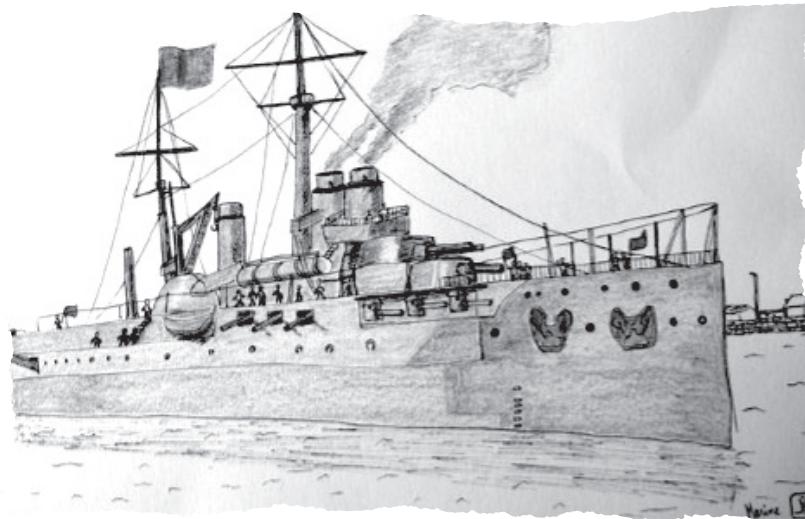
**Voïna voici !
Guerre à la guerre !**

Tel était le cri de révolte des soldats russes en 1917, traversés par la propagande révolutionnaire et pacifiste instillée par les éléments communistes au sein de l'armée. Ce sont presque les mêmes reven-

fait qu'empirer; bientôt c'est le Mirabeau, le Justice, le Voltaire, l'Algol et d'autres qui sont touchés. On chante « *À Toulon ! À Brest !* », car c'est la première des revendications. Le retour au pays tant attendu.

La situation ne s'arrange pas lorsque l'on apprend la mort d'un marin français tué lors de la répression d'une manifestation bolchevique auquel il participait en ville. La pression monte, des mutins cherchent à se procurer des armes dans les bases françaises de Sébastopol. La mutinerie s'étend au croiseur Waldeck Rousseau à Odessa, où les marins élisent un soviet sur le bateau. Pendant quelques heures, la situation est hors contrôle. Mais déjà l'unité des

© Archives municipales de Brest



mutins se fissure, entre ceux qui veulent simplement rentrer en France, et ceux qui veulent activement aider les bolcheviks dans leur combat révolutionnaire.

Finalement, sous pression des mutins, la décision d'évacuer la flotte française de la Mer noire est prise (sans doute était-ce déjà plus ou moins prévu par l'état-major). C'est une victoire pour les matelots, sans aucun doute, mais l'histoire ne s'arrête pas là.

La répression et la solidarité

En effet le retour au pays s'accompagne d'une répression féroce contre les mutins, en dépit des promesses d'amnistie, ce qui choque les autres matelots. De plus, les soldes ne sont pas payés, et le contexte

explosif va créer de graves troubles et des mutineries dans les ports de Toulon, Lorient, Cherbourg et Brest.

À partir du 17 juin à Brest, les matelots refusent de servir, chantent l'Internationale lors de la levée du drapeau, et partent en manifestation spontanée vers la préfecture maritime, rejoints par les ouvriers de l'Arsenal.

On chante et crie des slogans à la gloire des soviets, et pour l'amnistie des mutins emprisonnés. Ils sont désormais 3 000 devant la prison du dépôt, ils en arrachent la porte, la jettent dans la Penfeld et libèrent les prisonniers.

Ensuite la foule se retrouve pour un meeting improvisé devant la prison de Pontaniou et part ensuite en manifestation sauvage dans les rues de Recouvrance.

Le lendemain, le mouvement s'étend, rejoint par de nombreux soldats en partance vers la Sibérie (car la France poursuit sa sale guerre contre les soviets), et par les dockers qui refusent d'embarquer le matériel militaire vers la Russie.

La tension monte d'un cran et la foule fait désormais face aux gendarmes (armés de fusils-mitrailleurs...) et au 19^e régiment, appelés pour mater la révolte. Le bain de sang semble inévitable, mais par miracle il ne se produira pas. La tension redescendra finalement. L'entremise de l'amiral Guépratte, véritable légende à Brest, entre les deux parties n'y est sans doute pas pour rien ■

Et après ?

Les grèves se poursuivront tout de même lors de cette année 1919, les mutineries aussi (notamment celle du Guichen, mené par le futur chef communiste Charles Tillon), mais le moment pré-révolutionnaire semble s'éloigner.

La ténacité de la campagne pour la libération des mutins finira par payer, et parmi les libérés, nombreux seront ceux s'illustreront des années plus tard dans la lutte contre les Nazis. Cet épisode peu connu de l'histoire de la ville nous éclaire sur l'esprit contestataire de « Brest la rouge », qui dure et perdure encore aujourd'hui.

L'espace mondial bouleversé :

La lutte internationale contre l'extrême droite

Ces dernières années voient s'accomplir sous nos yeux, et dans l'inaction européenne manifeste, une évolution très rapide. Le multilatéralisme onusien, consacré à la suite de la victoire contre les nazis, est aujourd'hui sous la menace d'une extrême-droite internationale fort bien organisée et déterminée à faire régner son ordre par la violence.

Le droit international entre en crise quand il est appliqué de façon manifestement différenciée. La comparaison des attitudes diplomatiques envers la Russie de Poutine et l'Israël de Netanyahu est frappante. Pour faire cesser les crimes de guerre de la première, 19 trains de sanctions ont été adoptés par l'Union européenne. Contre le gouvernement d'extrême droite israélien: aucun, et ce en dépit des avis de la cour internationale de justice mettant en garde contre la commission d'un génocide, et du

mandat d'arrêt de la cour pénale internationale contre le premier ministre, et le ministre de la défense d'alors. Tout ceci est très grave et fait peser le soupçon sur la volonté des États dits occidentaux d'appliquer véritablement le droit international, comme si les États-Unis d'Amérique autorisaient tout simplement leurs alliés à le bafouer en permanence.

Des États-Unis égotiques

Eux ne se sont jamais embarrassés du droit international, et ont depuis sa fonda-



Par Pierre-Yves

tion gardé une grande distance vis-à-vis de l'Organisation des Nations unies. Rappelons le mensonge qui en 2003 a conduit à l'invasion de l'Irak, dont les effets désastreux déstabilisent toujours aujourd'hui la région. Donald Trump l'annonce clairement, en tant que tel: les États-Unis ne connaissent que leurs intérêts. Les menaces envers ses voisins immédiats, le Canada et le Mexique, et à l'Europe via le Groenland, ne sont pas qu'un changement de ton, mais l'affirmation d'un impérialisme revigoré qui ne se cache pas. L'attitude ré-

La défense du cadre onusien, si imparfait puisse-t-elle être considérée, est dans un tel contexte un impératif moral et politique évident

cente du président d'extrême droite envers l'Amérique du Sud va dans le même sens. Au prétexte du narcotrafic, le voici qui menace d'invasion la Colombie du président de gauche Gustavo Petro, qui a eu l'audace de critiquer le soutien de Trump au génocide à Gaza.

Les impérialismes ont le vent en poupe

Trump réaffirme un impérialisme de nature globale, assis sur des valeurs ultra-conservatrices. Il rompt avec la doctrine des droits humains, et n'a que faire du principe d'égalité, commun à la République française. Un impérialisme régional, comme l'impérialisme russe, est assis sur des valeurs similaires. Face à cela, l'Europe aurait pu s'affirmer ces dernières années comme la puissance de défense, en toute situation, du droit international. Elle aurait pu défendre l'égalité et être porteuse d'une voix positive, à la hauteur notamment de l'immense défi écologique. Il n'en a rien été. Les libéraux européens sont perdus: leur allié historique dévisse manifestement vers une forme de néofascisme qui ne se dissimule aucunement. Pourtant, ils se raccrochent toujours à lui, car ils ne savent pas que faire d'autre.

 Article audio disponible ici :



© Yves Larvor

Le lit de l'extrême-droite internationale

La modification accélérée de la situation internationale, et la mise en danger de l'ordre multilatéral issu de la défaite des nazis, s'effectue donc sur fond d'avancées idéologiques et électorales de l'extrême droite. Le risque est que finissent par prévaloir la logique de l'inégalité et le culte de la force et de la violence. Dans un contexte où l'arme atomique, détenue illégalement par 4 États (Corée du Nord, Inde, Israël, Pakistan), fait peser un danger existentiel sur l'humanité, une telle évolution politique doit être prise au sérieux.

Un modèle imparfait mais à défendre

La défense du cadre onusien, si imparfait puisse-t-elle être considérée, est dans un tel contexte un impératif moral et politique évident. La France doit y prendre sa part, ce que défend avec constance la France insoumise, et ce qu'il m'échoit d'affirmer régulièrement au sein de la commission des affaires étrangères. Mettre la France au service d'un ordre international plus juste, altermondialiste, assis sur la défense du droit international, et au service de la paix: voici ce à quoi nous nous employons ■

Maël de Calan

le RSA, il connaît pas...

Après 23 ans de présidence socialiste, le Conseil départemental du Finistère a viré officiellement à droite en 2021, avec l'élection de Maël de Calan.

Afin d'esquisser un portrait qui sera haut en couleur, commençons par préciser que Maël est un héritier de la petite noblesse léonarde, la famille de Lalande de Calan, propriétaire du château de Kerouzéré à Sibiril. Le grand-père de Maël, Olivier Lalande de Calan, fut maire de la commune de 1947 à 1951. Après avoir été diplômé de Sciences Po Paris, puis d'HEC⁽¹⁾, Maël a exercé comme analyste financier dans des banques pas vraiment coopératives (Merril Lynch et UBS). Directeur financier pour une start-up principalement basée à Roscoff, Manros therapeutics, il a rejoint en 2018, les équipes de Mc Kinsey en tant que consultant⁽²⁾. La temporalité de ces nombreuses activités citées est assez floue, les superpositions des activités hautement lucratives⁽³⁾ sont illisibles pour les novices et le placent en tout cas très loin des montants du RSA comme des enjeux de ce minimum social essentiel pour ceux qui tentent de survivre.

Un jeune politicien qui n'en veut

En parallèle de ses études et de ce parcours professionnel dont on voit peu la cohérence, Maël est, dès son plus jeune âge, attiré par la politique. À Sciences Po, il sera le dernier président de la section RPR, avant d'être celui de la section UMP en 2002⁽⁴⁾. Ses premières expériences politiques sont locales : en 2012 pour les élections législatives, il est directeur de la campagne d'Agnès Le Brun, à cette époque maire de Morlaix. Puis en 2014, sur une liste Divers Droite, il devient conseiller mu-

nicipal de Roscoff, puis en 2015, conseiller départemental de Saint-Pol-de-Léon et Président de « L'Alliance pour le Finistère » groupuscule de personnes relativement âgées et blanches avec l'étiquette « divers droite ».

Proche d'Alain Juppé, il devient son conseiller et le rédacteur du programme de la primaire de 2016 mais soutiendra finalement François Fillon. Investi par LR en 2017 pour les élections législatives, il se prendra sa première petite tête électorale face au mouvement à la mode : la candidate LREM sera élue députée de la 4^e circonscription du Finistère. Maël sera fâché, mais il ne s'arrête pas là pour autant ! (Alors que peut-être, pour le bien du plus grand nombre, il aurait dû...) Si les élections locales ne l'ont pas rendu victorieux, il prend un melon pas possible et se présente face à Laurent Wauquiez au congrès LR. La tête est épique : 9,25 %, en troisième position. Il ne se fâche pas sur le coup, mais décide de rejoindre Valérie Pécresse et son mouvement « Soyons libres » fin 2017. Ce parcours politique met en lumière la qualité des conseils reçus ou auto-administrés, desquels résultera un recrutement chez Mc Kinsey quelque temps plus tard.

En 2021, dans la sortie de la crise sanitaire, les élections départementales se déroulent dans un climat spécial... Une élection trop négligée, la participation finistérienne est en chute de plus de 15 points au premier tour, 13 points au second : les conseiller·es sont élue·es avec une participation très faible de 36,76 %. Maël, pré-



Article audio disponible ici :





Par Georgette O'Hara

Premier article d'une série
au sujet des méfaits politiques
de l'actuel Président, Maël
de Lalande de Calan.

sident de « L'Alliance pour le Finistère » remporte l'élection départementale et est désigné Président du Conseil départemental: 28 sièges pour cette majorité contre 26 pour l'opposition de centre gauche (ce qui correspond à une vache près à 10 000 voix d'écart).

Quand c'est flou, c'est qu'il y a un (jeune) loup

Même en fouillant ailleurs que sur le site internet de « L'Alliance pour le Finistère »: pas de programme, pas d'idées, pas de fond politique, mais des photoreportages de Maël en toutes circonstances. Les articles qui le citent ne permettent pas de se faire une idée sur ses intentions... il prétend avoir des idées, « *Oui, j'ai de l'ambition, parce que j'ai des idées*, explique le futur président du département. *Et quand on a des idées, on a envie de les porter plus haut.* »⁵⁾ Mais ne précise pas lesquelles. Ses discours convenus nous en disent peu sur lui et il faut se tourner vers son parcours, ses choix politiques, ses actions au Conseil départemental pour se faire une idée de sa personne. En effet, il utilise à foison des mots-valises qui, vidés de leur sens, ne signifient plus rien: que sont dans sa bouche les mots « inclusion », ou « les plus vulnérables » quand sa politique s'en prend précisément aux personnes en situation de handicap ou aux personnes précarisées ?

Oui, j'ai de l'ambition, parce que j'ai des idées. Et quand on a des idées, on a envie de les porter plus haut.

Voilà les méthodes des consultants de grosses entreprises américaines telles que Mac Kinsey, où il a brillé pendant la crise sanitaire entre 2020 et 2021 spécifiquement dans l'organisation des campagnes de vaccination. Le recours aux entreprises de conseil, épingle par la commission parlementaire⁶⁾ met en évidence la privatisation de l'action publique pour des coûts trop importants, voire indécents, et une action non mesurable, non centralisée avec les résultats que nous connaissons concernant la crise sanitaire.

La dynamique, professionnellement et politiquement, est claire: l'action publique est remplacée peu à peu par le privé lucratif. En quelques années, ce monsieur va mettre une ambiance du tonnerre dans les locaux du Conseil départemental et dans l'action sociale et médico-sociale du territoire et privilégier des subventions douteuses pour le financement des voitures de la police municipale de Gouesnou. Maël dénonce la dérive vers l'extrême droite de LR, mais il refuse de comprendre que ces mesures autoritaires participent à cette dérive.

La suite au prochain numéro! ■

1. https://fr.wikipedia.org/wiki/Ma%C3%ABL_de_Calan

2. <https://www.letelegramme.fr/finistere/saint-pol-de-leon-29250/spanorientationspan-mael-de-calan-explique-son-parcours-2281740.php>

3. <https://www.hatyp.fr/livraison/dossiers/de-calan-mael-dim27579-departement-29.pdf>

4. <https://www.nouvelobs.com/politique/20170905.OBS4249/10-choses-a-savoir-sur-mael-de-calan-le-juppeiste-qui-defie-wauquiez.html>

5. <https://www.francebleu.fr/infos/politique/finistere-qui-est-mael-de-calan-le-nouveau-president-du-departement-1625071897>

6. <https://www.senat.fr/rap/r21-578-1/r21-578-1-syn.pdf>

Mots croisés brestois

VERTICAL

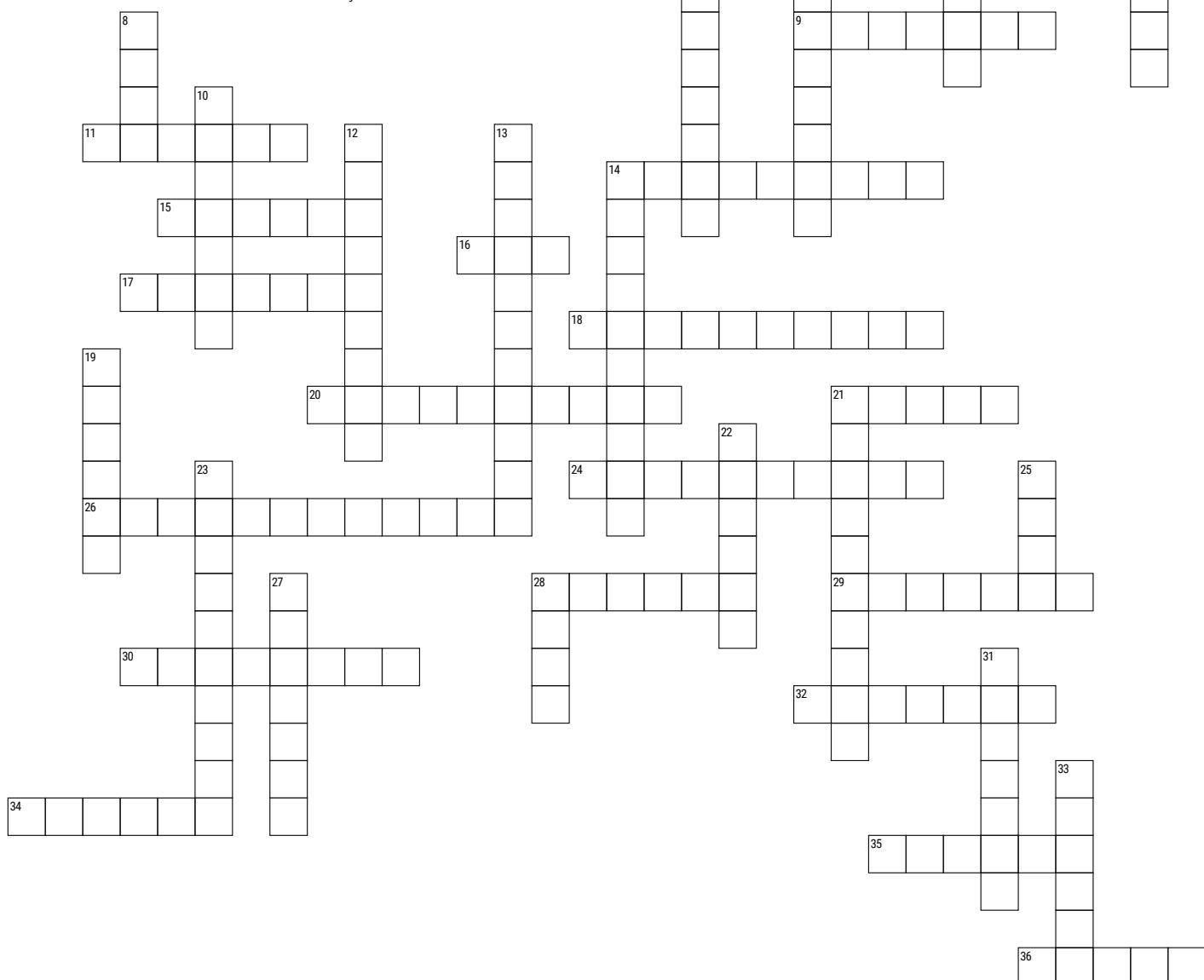
1. Inspiration pour les peintres place Guérin
2. Chanteur et camarade brestois
3. On ne lui fait pas de cadeaux
5. Monticule culturel
7. Début et fin de manif'
8. On le sent selon les vents
10. Il a fêté ses 32 ans à l'assemblée nationale
12. Monticule carcérale
13. Habitat naturel de Yannick
14. Ancien camp américain

19. Lieu de culture parfois occupé
21. Place de départ des gilets jaunes
22. Grand homme et rue
23. Il est de Brest et de droite
25. Vallon botanique
27. Bastion ouvrier
28. Tué par la police
31. Candidate malheureuse à répétition
33. Attention terrain glissant

- ## HORIZONTAL
4. Il raconte Brest en bulles
 6. Médecin, aventurier, poète et opiomane
 9. Sera un jour libérée

11. Charcuterie municipale
14. Lieu de réunion
15. Hôtel musical
16. Le « king » du football
17. Hôtel zemmouriste
18. Relié les brestois
20. Syndicat sur le port
21. Suffisamment en brestôa
24. Concentration de tombes ou de véhicules
26. A été en vente pour pièces (et pour rire)
28. Radio rebelle

Par Gibo
Militant



Ton coloriage

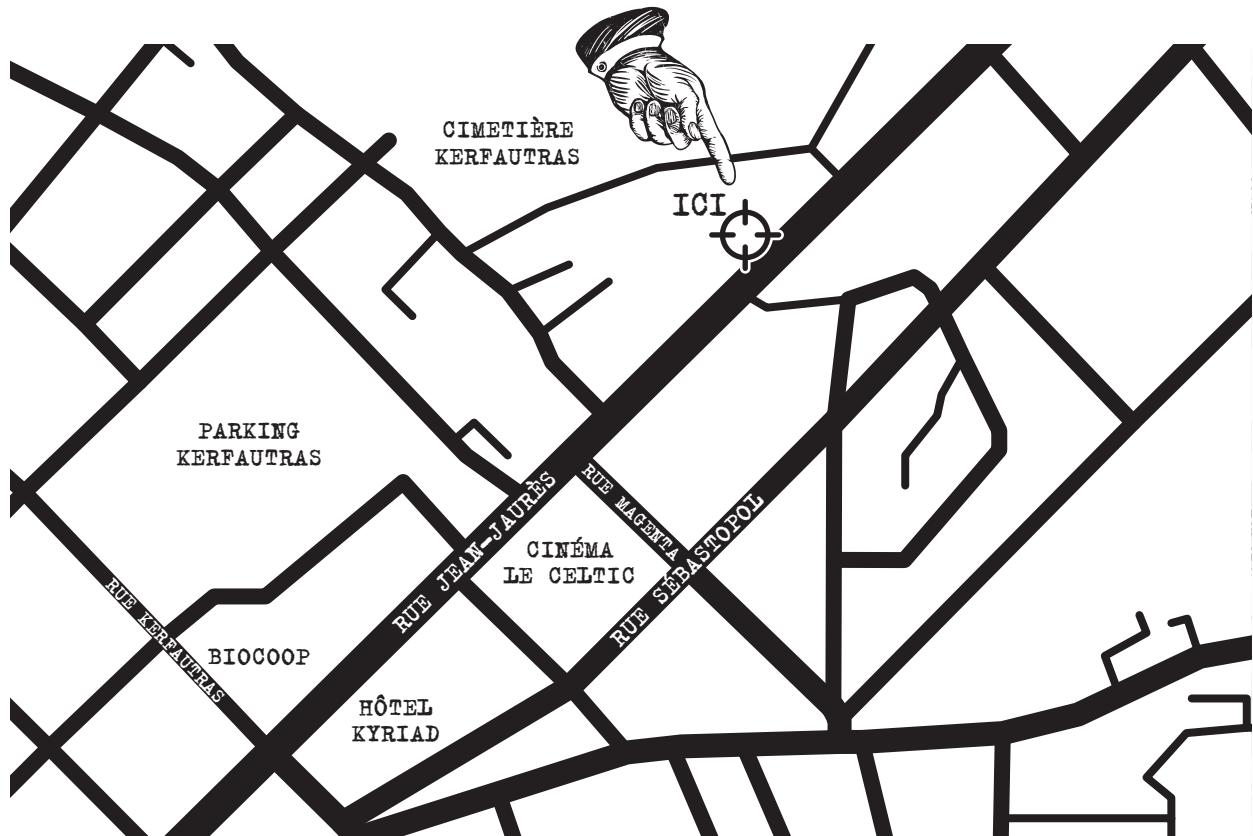
Maël est tout triste :-(
Aide-le à retrouver ses belles couleurs de policier :-)



OÙ NOUS TROUVER ?

Notre local se trouve au

212 rue Jean-Jaurès à Brest



Suivez-nous sur les réseaux insoumis :

 [brestinsoumise](#)

 [franceinsoumisebrest](#)

 [jlm2017brest](#)

 [brestinsoumise.bsky.social](#)

 [franceinsoumisebrest](#)

 [brest-insoumise](#)

 [brest-insoumise](#)

 [brest-insoumise](#)

Contactez-nous par mail :

Ababord@proton.me